

PRÉFET DU MORBIHAN

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service eau, nature et biodiversité
Unité gestion des procédures environnementales

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE DU 12 SEPTEMBRE 2018 SOCIÉTÉ LECOMTE TRACTO PIÈCES ZA le Bardeff – 56500 MOREAC

Le préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, partie législative, livre V- titre I, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment les articles L171-8 et L.511-1 du Code de l'Environnement,
- VU** l'arrêté préfectoral du 3 avril 2018 donnant délégation de signature à M. Cyrille LE VELY, Secrétaire général de la préfecture du Morbihan,
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 25 décembre 1988 à la société LECOMTE TRACTO PIÈCES pour l'exploitation d'un chantier de récupération automobile ZA du Bardeff 56500 MOREAC,
- VU** le récépissé de déclaration de succession délivré le 31 mars 1992,
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire de mise à jour délivré le 26 décembre 2012,
- VU** le décret n° 2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** le rapport du 30 juillet 2018 de l'inspection des installations classées en date suite à l'inspection du 25 juillet 2018, transmis à l'exploitant par courrier du 31 juillet 2018, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé,

CONSIDÉRANT que la société LECOMTE TRACTO PIÈCES ne respecte pas l'article 3, alinéa 3 de l'arrêté préfectoral du 25 décembre 1988 notamment en entreposant des pièces mécaniques et des pièces souillées sur des surfaces non étanches et perméables,

CONSIDÉRANT que la société LECOMTE TRACTO PIÈCES ne respecte pas l'article 3, alinéa 6 de l'arrêté préfectoral du 25 décembre 1988 notamment en n'assurant pas un entretien correct de son réseau de traitement des eaux pluviales,

CONSIDÉRANT que la société LECOMTE TRACTO PIÈCES ne respecte pas l'article 3, alinéa 7 de l'arrêté préfectoral du 25 décembre 1988 notamment en ne justifiant pas la conformité des valeurs limites de rejet des eaux pluviales,

CONSIDÉRANT que la société LECOMTE TRACTO PIÈCES ne respecte pas les consignes de dépôt des pneumatiques usagés conformément à l'article 3, alinéa 10 de l'arrêté préfectoral du 25 décembre 1988,

CONSIDÉRANT dans ces conditions qu'il y a lieu de faire application des dispositions prévues par l'article L 171-8 du Code de l'Environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La société LECOMTE TRACTO PIECE, est mise en demeure de respecter pour son établissement situé au lieu-dit ZA Le Bardeff – 56500 MOREAC dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions suivantes :

- de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 décembre 1988 :

Article 3, alinéa 3, prescriptions particulières : superficies étanches

« Une ou plusieurs aires spéciales, nettement délimitées et étanches seront réservées pour le dépôt des pièces mécaniques, des pièces souillées par les huiles, des fûts d'huiles usées, des éléments contenant des produits chimiques tels que les batteries.

L'aire destinée au stockage des huiles ou des batteries sera en forme de cuvette de rétention. »

Article 3, alinéa 6, prescriptions particulières : réseau d'eaux pluviales

« Les eaux pluviales, eaux de lavage et tous liquides qui seraient accidentellement répandus sur les emplacements spéciaux prévus aux alinéas 2 et 3 seront collectés et traités dans un ou plusieurs séparateurs d'hydrocarbures.

Ce dispositif, d'une capacité de 2m³, sera muni d'un regard placé avant la sortie et permettant de vérifier si l'eau évacuée n'entraîne pas de liquides inflammables, huiles, solvants usés, etc.

Cet ensemble sera fréquemment visité, il sera toujours maintenu en bon état de fonctionnement et débarrassé aussi souvent qu'il est nécessaire des boues et des liquides retenus qui seront éliminés par une entreprise spécialisée.

La capacité utile de ce dispositif sera en rapport avec l'importance des effluents à traiter. »

Article 3, alinéa 7, prescriptions particulières : valeurs limites des rejets des eaux pluviales

« Les eaux résiduaires à la sortie des dispositifs d'épuration devront présenter les caractéristiques suivantes :

-DCO inférieure à 120mg/litre (norme NF T 90.101) sauf si le rejet est effectué dans une station d'épuration ;

-hydrocarbures inférieurs à 20mg/litre (norme T 90.203). »

Article 3, alinéa 10, prescriptions particulières : dépôt des pneumatiques usagés

« La quantité de stériles sera limitée à 300m³. Chaque dépôt de pneumatiques sera limité à 50m³. Ces dépôts seront distants les uns des autres d'au moins 15 mètres, une voie de circulation d'au moins 8 mètres sera prévue autour de chaque dépôt. »

ARTICLE 2 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, ainsi que la suspension de l'agrément «centre VHU».

ARTICLE 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.214-10 du code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°

ARTICLE 4 - Modalités d'application

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès leur notification à Monsieur le directeur de la société LECOMTE TRACTO PIECES.

ARTICLE 5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM) et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le sous-préfet de Pontivy
- M. le maire de Moréac
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- M. le directeur de la société LECOMTE TRACTO PIECES - ZA du Bardeff 56500 Moréac

Vannes, le 12/09/2018

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général



Cyrille LE VELY